



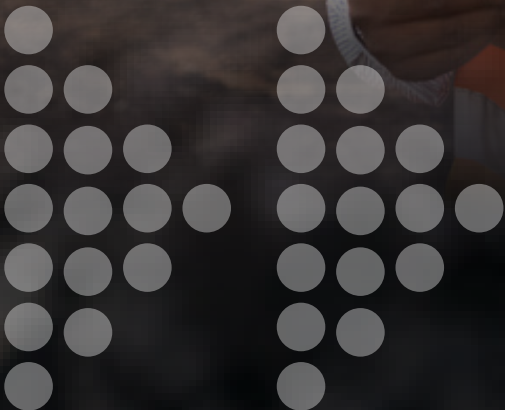
THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION

FONDATION POUR LE RENFORCEMENT
DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



Note d'orientation N° 5 :
**Renforcer l'écosystème des petites
et moyennes entreprises en Afrique:**
Une approche holistique pour
surmonter les défis de capacité
2024





À retenir

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle central dans l'économie africaine, générant de l'emploi et contribuant de manière significative au produit intérieur brut (PIB). Elles opèrent au sein d'un écosystème complexe qui comprend un éventail de parties prenantes allant des institutions financières aux organismes de réglementation. Des défis critiques tels qu'un accès limité au financement, des obstacles à l'entrée sur le marché, des déficits de compétences et des déficits infrastructurels entravent la croissance des PME. Pour surmonter ces obstacles, une approche globale est nécessaire, qui intègre des stratégies d'inclusion financière, promeut l'éducation à l'entrepreneuriat, stimule le développement des infrastructures et facilite l'accès au marché. Cette approche garantira l'évolutivité et la durabilité des PME à travers le continent, en tirant parti de leur potentiel pour stimuler le développement économique.



Le problème

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent une composante essentielle du paysage économique africain, représentant une écrasante majorité des entreprises et jouant un rôle important dans l'emploi et le PIB. Selon la Banque mondiale, les petites entreprises représentent 90 % de toutes les entreprises du continent, ce qui souligne la vaste présence du secteur et son impact potentiel sur l'économie de la région. Les PME en Afrique sont responsables de plus de 80 % des emplois du continent et contribuent à 60 % de son PIB (OIT 2019). Ces données soulignent le rôle essentiel que jouent les PME non seulement dans la création d'emplois, mais également dans la résilience économique et l'innovation, favorisant ainsi la croissance économique et le développement de l'Afrique.

Pour qu'ils puissent continuer à jouer ce rôle important, ils ont besoin d'un écosystème propice. Les écosystèmes des PME en Afrique comprennent un réseau complexe d'entités comprenant les PME elles-mêmes, les institutions financières, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, les prestataires de services et les organismes de réglementation. Ces écosystèmes se caractérisent par une interaction dynamique entre les PME et divers services de soutien et éléments d'infrastructure, qui sont tous cruciaux pour la croissance et la durabilité des entreprises. Le concept d'écosystèmes de PME met l'accent sur l'interconnexion de ces éléments et souligne l'importance d'un environnement favorable au développement des PME.

Cependant, le potentiel des écosystèmes de PME en Afrique n'est pas pleinement exploité, ce qui représente une opportunité manquée importante pour le développement du continent. De nombreux programmes destinés à soutenir les PME se concentrent souvent étroitement sur les entreprises elles-mêmes sans aborder l'écosystème plus large dans lequel elles opèrent. Cette surveillance peut conduire à des résultats sous-optimaux, car le succès des PME est intimement lié à la santé et à la fonctionnalité de l'ensemble de l'écosystème, notamment l'accès au financement, le soutien réglementaire, l'accès au marché et la disponibilité des services et des infrastructures de soutien.

Renforcer les écosystèmes des PME en Afrique ne consiste pas seulement à améliorer les entreprises individuelles, mais également à favoriser un environnement qui améliore collectivement toutes les composantes de l'écosystème. À mesure que l'Afrique s'oriente vers une plus grande intégration économique grâce à des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le rôle des PME devient encore plus critique. La ZLECAf vise à créer un marché continental unique pour les biens et services, offrant d'importantes opportunités de croissance aux PME africaines. Pour

que la ZLECAf soit un succès, il est impératif de renforcer les écosystèmes des PME, en veillant à ce que celles-ci soient bien placées pour capitaliser sur les opportunités présentées par cette zone de libre-échange continentale.

Cette note d'orientation fournit une analyse des problèmes de capacité au sein des écosystèmes des PME en Afrique, couvrant des dimensions telles que l'accès au financement, l'architecture de soutien, les cadres politiques, les marchés, le capital humain, les infrastructures et la recherche et développement. In propose également un ensemble de recommandations politiques stratégiques visant à relever ces défis et à favoriser la croissance et la résilience des petites et moyennes entreprises à travers le continent.



Problèmes de capacité dans les écosystèmes des PME africaines

Finance

Les PME africaines sont confrontées à plusieurs problèmes de capacité qui entravent leur accès au financement. Pour les PME, les principaux défis comprennent des dossiers financiers et des compétences en gestion inadéquats, ce qui rend difficile pour les institutions financières d'évaluer leur solvabilité. Le manque de documentation financière formelle et les actifs limités en garantie exacerbent encore leurs difficultés à obtenir des prêts. Du côté des prestataires de services financiers, le défi en matière de capacité réside dans leurs processus d'évaluation des risques et de prêt, qui ne sont souvent pas adaptés aux circonstances particulières des PME. Les critères de prêt traditionnels reposent largement sur des garanties et des historiques financiers détaillés, que de nombreuses PME ne peuvent pas fournir, limitant ainsi la capacité des prestataires à servir efficacement ce segment de marché.

D'autres parties prenantes, notamment les organismes gouvernementaux et réglementaires, les agences de développement et les institutions de soutien, sont également confrontées à des problèmes de capacité qui ont un impact sur l'accès des PME au financement. Par exemple, les cadres réglementaires peuvent être trop stricts et les programmes de soutien peuvent ne pas avoir la portée ou les ressources nécessaires pour aider efficacement les PME. Les prestataires d'éducation financière peuvent avoir du mal à répondre aux divers besoins des PME dans différents secteurs, et les fournisseurs de technologies et d'infrastructures peuvent avoir du mal à étendre leurs services à tous les domaines où les PME opèrent.

Marchés

Pour les PME, le principal défi en matière d'accès au marché consiste à atteindre des clients potentiels, tant au niveau local qu'international. Des barrières à l'entrée élevées, telles que des exigences réglementaires complexes, des tarifs et des barrières non tarifaires, peuvent restreindre la capacité des PME à pénétrer de nouveaux marchés. De plus, l'accès limité aux informations sur le marché, telles que les tendances et les préférences des consommateurs, et l'absence d'un réseau de distribution bien établi exacerbent encore ces défis. La concurrence, en particulier de la part des grandes entreprises mieux établies et des sociétés internationales, peut être féroce, laissant souvent peiner les PME à s'implanter sur les marchés de leur choix. La capacité d'innover, de différencier les produits et de s'adapter à l'évolution de la dynamique du marché est cruciale pour que les PME restent compétitives.

Le gouvernement et les organismes de réglementation jouent un rôle essentiel dans l'élaboration du paysage de l'accès au marché pour les PME. Leur défi consiste à créer un environnement propice qui facilite la participation des PME aux marchés locaux et internationaux. Cela implique de réduire les obstacles bureaucratiques, de négocier des accords commerciaux favorables, de proposer des incitations

aux PME et de mettre en œuvre des politiques qui protègent les PME des pratiques de concurrence déloyale. Garantir la transparence et l'équité du cadre réglementaire est essentiel pour améliorer l'accès au marché et la concurrence.

Les associations professionnelles et les organismes de soutien aux entreprises sont directement touchés par les défis liés à l'accès aux marchés et à la concurrence. Leur capacité à soutenir les PME est mise à l'épreuve par la nécessité de fournir en temps opportun des informations pertinentes sur le marché, des opportunités de réseautage et des services de plaidoyer. Ces organisations doivent disposer des ressources et des réseaux nécessaires pour aider efficacement les PME à naviguer dans les processus d'entrée sur le marché et à rivaliser avec des entités plus grandes.

Les prestataires de services financiers jouent également un rôle dans la capacité des PME à accéder aux marchés et à être compétitives. L'accès au financement permet aux PME d'investir dans des études de marché, le développement de produits et des stratégies marketing qui sont essentielles à la pénétration du marché et au positionnement concurrentiel. Le défi pour les institutions financières consiste à offrir des produits et services financiers adaptés aux besoins uniques des PME, notamment des financements commerciaux et des facilités de crédit qui soutiennent les activités d'expansion du marché.

Capital humain

Les pénuries de compétences représentent un défi de capacité critique au sein de l'écosystème des PME africaines, affectant de multiples parties prenantes et entravant la croissance et l'innovation des entreprises. Pour les PME, le défi est double. Premièrement, il y a un manque de main-d'œuvre qualifiée, ce qui entrave l'efficacité opérationnelle et la compétitivité. Les PME ont souvent du mal à trouver des employés possédant les compétences techniques, les connaissances du secteur et le sens des affaires nécessaires. Cette pénurie peut limiter leur capacité à innover, à se développer sur de nouveaux marchés et à améliorer leur productivité. Deuxièmement, les propriétaires et dirigeants de PME eux-mêmes sont souvent confrontés à des lacunes dans leurs propres compétences, en particulier dans des domaines tels que la gestion financière, le marketing, la planification stratégique et la culture numérique. Ces déficits peuvent entraver la prise de décision efficace et les stratégies de croissance des entreprises.

Les établissements d'enseignement et les prestataires de formation sont directement touchés par ce défi, car ils sont chargés de doter la main-d'œuvre des compétences pertinentes. Les problèmes de capacité incluent ici l'alignement des programmes d'études sur les besoins de l'industrie, la fourniture d'une formation pratique et concrète et la garantie de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour divers groupes géographiques et socio-économiques. Il est crucial de combler le fossé entre les compétences enseignées dans les milieux éducatifs et celles exigées par le lieu de travail moderne.

Le gouvernement et les organismes de réglementation jouent également un rôle important dans la lutte contre les pénuries de compétences. Le défi pour ces parties prenantes réside dans la création de politiques et d'initiatives qui favorisent le développement des compétences, soutiennent l'enseignement professionnel et supérieur aligné sur les demandes du marché et encouragent l'apprentissage tout au long de la vie et le perfectionnement de la main-d'œuvre existante. La mise en œuvre de politiques efficaces du marché du travail pour faire correspondre l'offre de compétences à la demande est essentielle pour atténuer les pénuries de compétences.

Les organisations de soutien, telles que les associations industrielles, les incubateurs d'entreprises et les ONG, sont touchées par une pénurie de compétences dans leurs efforts pour aider les PME. Ces entités proposent souvent des programmes de formation et de développement, mais l'ampleur et la profondeur des pénuries de compétences peuvent submerger leurs ressources et leurs capacités. Adapter les programmes aux besoins spécifiques de diverses PME et étendre ces initiatives pour atteindre un public plus large présentent des défis constants.

Infrastructure

Les déficits d'infrastructures posent un défi de capacité important sur tout le continent africain, ayant un impact sur la croissance et la durabilité des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'écosystème plus large qui les soutient. Pour les PME, le manque d'infrastructures fiables – allant de réseaux de transport inadéquats et de mauvaises conditions routières à une alimentation électrique irrégulière et un accès limité aux technologies numériques – affecte directement leur efficacité opérationnelle, leur productivité et leur capacité d'évolutivité. Ces déficits augmentent le coût des affaires, limitent l'accès aux marchés et limitent la fourniture de produits et de services, étouffant ainsi la compétitivité et la croissance.

Les gouvernements et les organismes de réglementation sont confrontés au défi de prioriser et d'investir dans les projets d'infrastructure qui peuvent avoir l'impact le plus significatif sur le développement économique, y compris la croissance des PME. Le problème de capacité de ces entités réside non seulement dans l'allocation des ressources, mais également dans la garantie que le développement des infrastructures s'aligne sur les besoins des PME et du monde des affaires au sens large. Des partenariats public-privé efficaces et des politiques encourageant les investissements dans les infrastructures critiques sont essentiels pour remédier à ce déficit.

En outre, l'évolution rapide de la technologie, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), pose un double défi et une opportunité pour les PME africaines, nécessitant d'adopter la transformation numérique pour tirer parti des gains d'efficacité et d'innovation. Cependant, la fracture numérique, les déficits d'infrastructures et le manque de ressources entravent la capacité des PME à adopter de telles technologies. Les décideurs politiques et les parties prenantes de l'écosystème ont donc besoin de capacités pour adapter les cadres réglementaires et favoriser un environnement propice à l'adoption de la technologie, garantissant un accès équitable et une culture numérique parmi les PME afin d'exploiter tout le potentiel des progrès de l'IA pour stimuler la croissance économique et la compétitivité.

Cadres politiques

Naviguer dans le paysage de la réglementation et de la conformité présente un défi de capacité important au sein de l'écosystème des PME, qui a des répercussions distinctes sur divers intervenants. Les PME elles-mêmes se trouvent souvent désavantagées, ayant du mal à comprendre et à se conformer à un éventail de réglementations complexes qui couvrent les impôts, les lois du travail, les normes environnementales et les directives spécifiques à l'industrie. Ce défi est aggravé par les ressources et l'expertise limitées dont disposent de nombreuses PME, ce qui fait de la conformité une tâche ardue.

Pour le gouvernement et les organismes de réglementation, le défi de la capacité consiste à élaborer des règlements qui protègent les intérêts publics et économiques sans freiner la croissance des PME. L'efficacité de ces organismes est mise à l'épreuve non seulement dans la création de ces règlements, mais aussi dans leur capacité de communiquer et de faciliter la conformité entre les PME, ce qui exige une compréhension approfondie des défis uniques auxquels fait face ce secteur.

Les prestataires de services financiers, essentiels à la structure de soutien des PME, sont confrontés au double défi de respecter leurs mandats réglementaires tout en évaluant la conformité des clients PME. Le problème de capacité réside ici dans l'élaboration de critères de prêt et de processus d'évaluation des risques qui prennent en compte de manière adéquate les défis de conformité uniques des PME, en équilibrant la gestion des risques avec la nécessité de soutenir la croissance des PME.

Les institutions de soutien, telles que les associations professionnelles et les services de conseil, sont chargées de fournir aux PME les connaissances et les outils nécessaires pour répondre aux exigences réglementaires. Leur capacité à soutenir efficacement les PME dépend de leur capacité à se tenir au courant des réglementations et à traduire ces connaissances en conseils pratiques et accessibles pour un large éventail de PME.

Architecture de support

Les acteurs de soutien de l'écosystème des PME, tels que les incubateurs, les accélérateurs, les associations industrielles et les réseaux, jouent un rôle central dans la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation sur le continent africain. Cependant, leur capacité à nourrir et responsabiliser efficacement les PME est souvent entravée par toute une série de défis en matière de capacités.

L'un des principaux problèmes auxquels ces acteurs sont confrontés est le manque de ressources, tant en termes de finances que de capital humain. Cette contrainte limite leur capacité à offrir un soutien étendu et hautement spécialisé adapté aux besoins variés des PME, y compris des subventions de démarrage, l'accès à des installations de pointe et le mentorat d'experts. En outre, le défi de l'évolutivité et de la portée est particulièrement aigu dans le paysage africain diversifié et vaste, où l'extension des services aux PME dans les zones reculées ou mal desservies est cruciale pour une croissance inclusive.

La nature dynamique des marchés mondiaux et locaux nécessite que ces acteurs de soutien restent agiles et adaptent continuellement leurs programmes pour rester pertinents. Suivre le rythme des tendances du secteur, des avancées technologiques et de l'évolution des demandes du marché nécessite une approche proactive et innovante du développement de programmes, garantissant que les PME reçoivent le soutien le plus actuel et le plus efficace.

De plus, la création et le maintien d'un réseau solide pouvant offrir une valeur tangible aux PME sont essentiels pour les associations et les réseaux industriels. Cela implique non seulement de connecter les PME avec des partenaires et des marchés potentiels, mais également de faciliter des collaborations significatives avec de plus grandes entreprises, des établissements universitaires et des organismes gouvernementaux. La capacité à impliquer et à mobiliser efficacement un large éventail de parties prenantes est essentielle pour créer un environnement propice à la croissance et au développement des PME.

Un autre défi important consiste à mesurer l'impact de leurs initiatives sur le succès et la croissance des PME. Développer des mesures efficaces et rassembler les données nécessaires pour évaluer l'efficacité de leurs programmes peut être à la fois complexe et gourmand en ressources. Cependant, il est impératif de procéder à une amélioration continue, de démontrer la valeur aux donateurs existants et potentiels et de garantir que les interventions sont alignées sur les besoins du secteur des PME.

Recherche et développement

La recherche et le développement (R&D) au sein de l'écosystème des PME est confrontée à de nombreux défis de capacité, en particulier dans le contexte du continent africain. Ces défis découlent de divers facteurs qui empêchent collectivement les PME de s'engager efficacement dans des activités de R-D, qui sont cruciales pour l'innovation, la compétitivité et la croissance à long terme.

L'un des enjeux fondamentaux est l'accès limité aux financements spécifiquement dédiés à la R&D. Les PME fonctionnent souvent avec des budgets limités, ce qui rend difficile l'affectation de ressources substantielles à des initiatives de R-D susceptibles de ne pas produire de rendement immédiat. Cette limitation financière est encore aggravée par la rareté des possibilités de

financement externe, telles que les subventions, qui sont spécifiquement conçues pour soutenir la R&D dans le secteur des PME.

Aux contraintes financières s'ajoute une pénurie notable de personnel qualifié possédant l'expertise requise pour mener une R&D de haute qualité. Ce déficit de compétences est en partie dû aux défis plus larges des systèmes d'éducation et de formation dans de nombreux pays africains, qui ne préparent peut-être pas adéquatement les diplômés aux exigences spécifiques du travail de R&D au sein des PME. Par conséquent, les PME ont du mal à recruter et à retenir des individus capables de mener des projets de R&D innovants, ce qui entrave leur capacité à développer de nouveaux produits, services ou processus.

La collaboration entre les PME et les institutions de recherche, comme les universités ou les centres de recherche spécialisés, est souvent limitée. Ces partenariats sont essentiels au partage des connaissances, des ressources et de l'expertise, mais divers obstacles, notamment les obstacles bureaucratiques, les problèmes de propriété intellectuelle et le manque de compréhension mutuelle des besoins et des capacités, peuvent empêcher une collaboration efficace. L'absence de liens solides entre le monde universitaire et le secteur des PME limite le flux de l'innovation et la traduction des résultats de la recherche en opportunités commerciales.

Les infrastructures de R&D constituent un autre sujet de préoccupation. De nombreuses PME n'ont pas accès aux installations et équipements spécialisés nécessaires pour mener des recherches avancées. Ce déficit d'infrastructure est particulièrement aigu dans les secteurs qui nécessitent des investissements importants en matière d'espace de laboratoire, de technologie ou d'équipement, ce qui rend difficile pour les PME de s'engager dans des activités de R&D de pointe.



Principales recommandations politiques

Mettre l'accent sur l'intégration des innovations pour une inclusion financière plus large et sur la mise en place de mécanismes de partage des risques pour encourager l'octroi de crédit par les banques. Au cœur de l'écosystème des PME se trouve le besoin urgent d'un accès financier solide. Une approche tournée vers l'avenir exploite la puissance de la fintech, un secteur dans lequel l'Afrique a déjà fait preuve d'innovation et de leadership. En intégrant des solutions fintech au sein des opérations des PME, il sera possible d'ouvrir la porte à une inclusion financière plus large, en contournant les barrières traditionnelles des services bancaires physiques. De plus, les facilités de partage des risques apparaissent comme un outil essentiel dans ce paysage financier, encourageant les banques à accorder des lignes de crédit en atténuant leurs risques. Cette double stratégie consistant à adopter la technologie et à partager les risques ouvre la voie à un environnement financier plus résilient et plus accessible pour les PME.

Promouvoir la formation à l'entrepreneuriat, offrir un développement professionnel continu aux propriétaires de PME et aligner la formation professionnelle sur les besoins des PME. L'élément humain – le sens de l'entrepreneuriat et l'expertise en gestion – est le fondement sur lequel les PME sont bâties. Cultiver ce talent commence par l'éducation à l'entrepreneuriat, en intégrant des compétences pratiques en affaires dans le programme national pour nourrir une culture de l'innovation à partir de la base. Mais l'apprentissage ne peut pas se limiter à la salle de classe. Le développement professionnel continu des propriétaires et dirigeants actuels de PME est primordial, afin de garantir qu'ils disposent des dernières nouveautés en matière de gestion financière, de planification stratégique et de culture numérique. Une telle approche garantit que les PME non seulement survivent mais prospèrent dans un monde des affaires en évolution rapide. Enfin, il est tout aussi

important d'améliorer la formation professionnelle et technique en l'alignant sur les besoins identifiés des PME. Cet alignement est essentiel pour former une main-d'œuvre non seulement compétente dans le climat actuel, mais également adaptable aux évolutions futures du marché.

Développer la transformation des infrastructures et garantir la préparation à adopter la révolution numérique. Un écosystème de PME résilient nécessite une infrastructure fiable. L'investissement stratégique dans les réseaux de transport, d'énergie et de communication n'est pas seulement une mesure de renforcement des capacités ; c'est un catalyseur de transformation, permettant aux PME d'optimiser leurs opérations et de se développer en toute confiance. À cela s'ajoute la nécessité pour les PME de se lancer dans la révolution numérique. Le soutien à la transformation numérique ouvre un champ de possibilités, du commerce électronique à la connectivité mondiale, positionnant ainsi les PME africaines sur la scène mondiale.

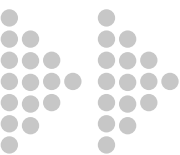
Faciliter l'accès au marché et la croissance des PME. Premièrement, la facilitation des échanges doit éliminer les barrières et rationaliser les procédures d'exportation/importation, permettant ainsi un commerce transfrontalier fluide. Investir dans la coopération régionale et dans de meilleures infrastructures améliore encore la connectivité et l'efficacité logistique. Deuxièmement, un meilleur accès aux informations sur le marché donne du pouvoir aux PME grâce à des systèmes de données complets et des plateformes numériques. Ces plateformes diffusent des informations ciblées tirées des tendances et opportunités du marché, tandis que les partenariats avec des instituts de recherche traduisent les données brutes en informations exploitables.

Améliorer les cadres politiques et réglementaires pour garantir qu'ils soutiennent l'écosystème. Les agences gouvernementales devraient mettre en place des initiatives de clarté réglementaire pour les PME, en simplifiant les réglementations et en fournissant des ressources en ligne accessibles. L'éducation et la formation adaptées aux PME sont essentielles, avec une collaboration avec les associations industrielles pour une prestation efficace. Les études d'impact de la réglementation devraient évaluer l'impact des nouvelles réglementations sur les PME, en équilibrant la croissance et les intérêts publics. Les centres d'assistance à la conformité réglementaire dotés d'experts devraient offrir des conseils personnalisés. Les incitations financières, telles que les allègements fiscaux et les subventions, peuvent motiver les PME, avec le soutien des prestataires de services financiers. Une collaboration accrue entre le gouvernement et les associations industrielles garantirait une réglementation pertinente, avec des mécanismes de retour d'information favorisant la transparence. En outre, la numérisation peut également rationaliser les processus de conformité.

Cultiver l'innovation dans les petites entreprises en favorisant un écosystème solidaire. L'une des stratégies clés pour y parvenir consiste à créer des fonds dédiés et des incitations fiscales spécifiquement à la recherche et au développement. Ce soutien financier encouragera les PME à investir davantage dans des projets et des idées innovantes. Outre les incitations financières, il est tout aussi important de créer des ponts entre les PME et les instituts de recherche. La création de plateformes collaboratives peut servir de canal pour l'échange de connaissances et les coentreprises, accélérant ainsi le rythme de l'innovation. Enfin, l'infrastructure joue un rôle central dans le développement de l'innovation. En investissant dans des infrastructures de R&D accessibles aux PME, comme des laboratoires partagés et des pôles technologiques, il serait possible de fournir à ces entreprises les ressources dont elles ont besoin pour expérimenter, itérer et, à terme, innover. Cette triade de stratégies – financement, collaboration et infrastructure – peut stimuler considérablement la capacité d'innovation des PME.

Adopter une approche éco systémique. Les gouvernements et les décideurs politiques devraient mettre en œuvre des politiques holistiques qui abordent simultanément plusieurs facettes de l'écosystème des PME. Par exemple, cela implique de simplifier l'enregistrement des entreprises et de réduire les obstacles bureaucratiques pour encourager la formalisation, tout en modérant les politiques fiscales pour alléger les charges fiscales indues pesant sur les PME. En parallèle, il est crucial d'améliorer l'accès au financement grâce à des modèles de prêt et des programmes de soutien innovants, mais

cela doit être complété par des investissements substantiels dans les infrastructures, notamment les transports, la connectivité numérique et une alimentation électrique fiable, pour garantir que les PME puissent produire, commercialiser et distribuer efficacement leurs produits et services. Cette stratégie holistique garantit que les efforts dans un domaine ne sont pas compromis par les défis dans un autre, ouvrant ainsi la voie à un écosystème de PME robuste et résilient, capable de stimuler le développement économique durable à travers le continent.



Remerciements

Ces notes d'orientation ont été élaborées avec le soutien du Dr Frejus Thoto en collaboration avec le personnel de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF). Les opinions exprimées dans cette note et le document sous-jacent sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement les vues de l'ACBF.



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

**THE AFRICAN CAPACITY BUILDING
FOUNDATION (ACBF HEAD OFFICE)**

2 Fairbairn Drive, Mount Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tel: (+263-242) 304663, 332002
Cell: +263 772 185 308 - 10
E-mail: root@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
WEST & CENTRAL AFRICA**

3rd Floor, The Rhombus, Plot 24 Tumu Street,
Kanda Estates, Accra, Ghana
Tel : +233 540122013
E-mail : accra@acbf-pact.org

**ACBF REGIONAL OFFICE,
EAST & SOUTHERN AFRICA**

ACK Garden House, 2nd Floor, 1st Ngong Ave, Nairobi, Kenya
Tel: +254 (20) 5160052
Cell: +254 727 116 276
E-mail: nairobi@acbf-pact.org

 www.acbf-pact.org